



Conseil économique et social

Distr. générale
23 septembre 2010
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Comité du commerce

Centre pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques

Seizième session

Genève, 8-10 décembre 2010

Point 8 de l'ordre du jour provisoire

Structure, mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU

Projet de procédure pour l'élaboration et l'approbation d'accords de coopération, de plans de coopération et de déclarations de collaboration

Document présenté par le Bureau du CEFACT-ONU pour approbation

Résumé

Le présent projet de procédure pour l'élaboration et l'approbation d'accords de coopération, de plans de coopération et de déclarations de collaboration est soumis pour examen et approbation par la Plénière du CEFACT-ONU.

1. Le CEFACT-ONU préfère coopérer avec un organisme extérieur dans le cadre de sa propre structure. Toutefois, dans certains cas, le Bureau peut élaborer des projets d'accords de coopération¹ avec des organismes extérieurs qui satisfont aux critères suivants:
 - Les travaux de ces organismes ne s'inscrivent pas dans le champ d'activité du CEFACT-ONU, mais ils présentent un intérêt au regard des résultats attendus du Centre;
 - Ces organismes sont conscients de l'intérêt intrinsèque d'une collaboration avec le CEFACT-ONU concernant des tâches et résultats attendus bien précis, qui sont détaillés dans l'accord de coopération;
 - Ces organismes peuvent faire valoir de bons résultats, ou un plan qu'ils ont établi, s'agissant de spécifications techniques ou d'autres résultats attendus qui présentent un intérêt au regard du champ d'activité et des travaux en cours du CEFACT-ONU.
2. Le secrétariat de la CEE apporte une aide pour l'examen et la révision du projet d'accord de coopération.
3. Le Bureau présente une version révisée du projet à l'organisme extérieur pour qu'il l'approuve.
4. Les étapes 2 et 3 se répètent jusqu'à ce que toutes les parties s'accordent sur le libellé de l'accord de coopération.
5. Le Bureau procède à un dernier examen de l'accord de coopération et l'approuve.
6. Le Secrétaire exécutif de la CEE et le représentant habilité de l'organisme en question signent l'accord de coopération.
7. Le Bureau constitue une équipe de coopération chargée de travailler avec les représentants désignés de l'organisme extérieur afin d'établir un plan pour harmoniser et coordonner les travaux.
8. Le Bureau examine et approuve les plans et déclarations de coopération, les communiqués de presse et autres documents publics de cet ordre. Tous ces plans et documents publics correspondent au champ d'application et au texte de l'accord de coopération.
9. En cas d'élargissement du champ d'application de l'accord de coopération initial ou s'il est proposé de modifier l'allocation des ressources du CEFACT-ONU ou du secrétariat, une nouvelle version de l'accord de coopération est établie et approuvée conformément à cette procédure.
10. L'équipe de coopération présente un rapport de situation sur l'état d'avancement des activités de coopération et de collaboration au moins tous les six mois au Bureau.
11. Toute proposition de projet découlant de la coopération est soumise à la procédure d'approbation des deux organisations, même si les activités ne sont réalisées que par l'une des organisations.
12. Le secrétariat de la CEE tient un registre de toutes les activités de liaison, ainsi que des noms et coordonnées des responsables désignés.
13. L'accord de coopération comporte dans différents paragraphes les indications suivantes:
 - Nom officiel et, le cas échéant, sigle des deux organisations;

¹ Synonyme de «Mémoire d'accord».

- Champ d'application des activités entreprises en coopération;
- Objectifs;
- Types d'activités et mécanismes de communication;
- Conditions de participation aux activités de l'autre organisation, le cas échéant;
- Politique(s) en matière de droits de propriété intellectuelle s'appliquant à la collaboration;
- Durée de l'accord et conditions de renouvellement;
- Conditions dans lesquelles l'accord prend fin;
- Mécanismes de résolution des différends;
- Signature des représentants dûment habilités de chaque organisation.

14. L'annexe de l'accord de coopération comporte dans différents paragraphes les indications suivantes:

- Attachés de liaison pour chaque organisation;
 - Groupes de travail participant à la mise en œuvre de l'accord, le cas échéant.
-